

MAIRIE DE ENSUES LA REDONNE		OPPOSITION A DÉCLARATION PRÉALABLE LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE	
Déclaration préalable déposée le 08/11/2025		N° DP 013 033 25 H0131	
Par :	SCI PACHECO IMMO		
Demeurant à :	23 ALLEE DU CANAL 13500 MARTIGUES		
Représenté par :	M. PACHECO Vitor		
Nature des Travaux :	Pose de menuiseries		
Adresse du terrain :	Route du Rove D5		
	AI0119		

AFFICHE LE : 27/11/2025
JUSQU'AU : 27/01/2026

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE ENSUES LA REDONNE

VU la demande de déclaration préalable susvisée et les plans y annexés ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé le 19/12/2019, modifié le 19/11/2021, le 30/06/2022, prise en compte du jugement n°2007514 approuvée le 20/10/2022, modifié le 18/04/2024 et le 06/10/2025 ;

VU le règlement afférent à la zone Nh ;

VU la déclaration préalable n° 013 033 24 H0035 délivré le 22 mai 2024 ;

VU le permis de construire n° PC 013 033 24 H0014 accordé le 23 juillet 2024 ;

VU le procès-verbal d'infractions dressé le 11 décembre 2024, pour les travaux de démolition partielle d'une construction existante maçonnée et la construction sans autorisation d'un nouveau bâtiment en structure métallique, ainsi que la réalisation d'une aire de stationnement et de dépôt de véhicules de plus de 10 unités et moins de 49 unités ;

VU l'arrêté interruptif de travaux et la mise en demeure d'interrompre les travaux du 13 janvier 2025 ;

VU l'arrêté de refus du permis de construire n° 013 033 25 H0007 portant sur la régularisation des travaux irréguliers susvisés, en date du 27 mai 2025 ;

CONSIDERANT que la présente demande qui porte sur la pose de menuiseries sur un bâtiment dont certains éléments de la construction ont été réalisés sans autorisation vise à régulariser des travaux irréguliers.

CONSIDERANT que selon la jurisprudence administrative, « lorsqu'une construction a fait l'objet de transformations sans les autorisations d'urbanisme requises, il appartient au propriétaire qui envisage d'y faire de nouveaux travaux de déposer une déclaration ou de présenter une demande de permis portant sur l'ensemble des éléments de la construction ».

CONSIDERANT que la présente demande qui porte uniquement sur la pose de menuiseries sur un bâtiment dont des travaux ont été réalisés sans autorisation va à l'encontre de la jurisprudence susvisée.

ARRETE

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la déclaration préalable susvisée.

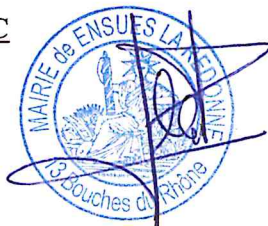
ARTICLE 2

La Directrice Générale des Services et le Responsable du service urbanisme, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Ensuès La Redonne, le 25/11/2025

Le Maire,

Michel ILLAC



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux (31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille) dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.